

*Résister à l'étalement urbain.*

L'urbanisation et l'artificialisation de l'espace qu'elle entraîne sont les facteurs qui contribuent le plus à fragiliser les milieux naturels, en menaçant la richesse et la diversité biologique des territoires. Le phénomène de périurbanisation qui, selon le modèle californien, développe désormais autour des villes-centres plusieurs cercles de couronnes urbaines et des chapelets de lotissements implique en outre une multiplication des déplacements (habitation-travail, habitation-école, habitation-alimentation, habitation-loisirs...), effectués en automobile la plupart du temps car il est impossible d'avoir des transports en commun efficaces quand l'urbanisme est peu dense. Il contribue à faire en France du secteur des transports le premier consommateur d'énergie et la principale source d'émission des gaz à effet de serre. Il oblige par ailleurs, au prix de lourds investissements, à augmenter sans cesse la voirie, les équipements, les moyens de transport, les surfaces commerciales, les services, au détriment des espaces agricoles et naturels. Il démultiplie enfin les problèmes de saturation du trafic routier, de bruit, de stress et de pollution de l'air.

La question de l'étalement urbain se situe au cœur de la problématique d'aménagement du territoire, au croisement des enjeux de protection de la nature, de la biodiversité et des paysages, et de ceux du réchauffement climatique, de transport, d'énergie. C'est avec cette logique de périurbanisation qu'il faut rompre si l'on veut s'orienter sérieusement vers l'aménagement d'un territoire durable et, subséquentement, se donner les moyens de parvenir à une baisse de la consommation d'énergie et donc des émissions de gaz carbonique.

Le concept de ville durable et les outils de la planification territoriale (directive territoriale d'aménagement, SCOT, PLU, cartes communales), en intégrant les principes du développement durable, devaient donner aux collectivités territoriales et à l'Etat le cadre et les moyens pour concilier évolution urbaine équilibrée, gestion durable des ressources et des milieux naturels, économies d'énergie et lutte contre les pollutions [...].

En tout état de cause, lors de l'élaboration des plans et des schémas locaux d'urbanisme, la limitation drastique de l'expansion périphérique des villes devrait, désormais, figurer comme la priorité des priorités. La politique d'aménagement du territoire amorcerait alors une réorientation majeure : la mise en cohérence des bassins de vie, de travail et d'habitat. Il faudrait dès maintenant s'employer à la constitution et à la densification de petits pôles urbains et ruraux attractifs, plutôt que de laisser les zones pavillonnaires s'éparpiller autour des villes-centres et des gros bourgs, cannibalisant l'espace, le bétonnant, et obligeant à la multiplication des infrastructures, des services, des dessertes de transport et des déplacements automobiles. La nécessité de faire avec moins de transport nous est de toute façon imposée par la crise des ressources énergétiques fossiles et la lutte contre le réchauffement climatique. Logiquement, l'urbanisme doit s'y adapter, en s'orientant vers des unités urbaines plus denses, offrant le maximum de services de proximité. Au bénéfice par ailleurs d'une amélioration des relations humaines, des liens sociaux, de la convivialité et, en un mot, de l'urbanité [...]